

Burundi : la relance de l'accès à l'habitat urbain sera accélérée en 2017

@rib News, 29/12/2016 - Source Xinhua La résolution de la problématique de l'accès à l'habitat urbain sera accélérée au Burundi en 2017 en guise de riposte au défi social en la matière, a déclaré M. Innocent Nibizi, directeur général de la Société immobilière publique (SIP). Placée sous la tutelle directe du ministère de l'Urbanisme, la SIP est une société paraétatique dont la mission première est d'assurer la mise en œuvre de la politique nationale de l'habitat urbain.

Dans une interview accordée mercredi à Xinhua, M. Nibizi a souligné d'emblée que le difficile contexte économique dans laquelle se trouve le Burundi depuis l'éclatement de la crise électorale d'avril 2015, ne facilite guère une résolution rapide des problèmes liés aux logements sociaux urbains. "Malgré cela, et ce en exécution des directives gouvernementales, nous comptons consolider nos contacts par ici par là dans les années à venir, en Afrique et sous d'autres cieux, en quête de solutions durables à cette problématique sociale burundaise", a-t-il précisé. Dans cette perspective, il a révélé que la SIP a déjà enclenché un processus de partenariat pour le financement des logements sociaux en milieu urbain au Burundi avec un mobilisateur de fonds international basé en Asie dénommé "Biz Planners And Advisers Limited". Le 11 mars 2016 à Gitega (centre), le gouvernement burundais réuni en conseil des ministres sous l'égide du chef d'Etat burundais Pierre Nkurunziza, a adopté le projet de convention entre Biz Planners And Advisers Limited et la SIP pour relancer la construction des logements sociaux en faveur des fonctionnaires de l'Etat vivant en milieu urbain. "Pour ce faire et avec l'aval du gouvernement de la république du Burundi, la SIP va contracter un emprunt de 500 millions d'euros auprès de Biz Planners And Advisers Limited, remboursable sur 25 ans comprenant une période de grâce de dix ans", a recommandé par ailleurs la réunion du conseil des ministres. En outre, le gouvernement du président Pierre Nkurunziza s'est engagé, à mettre à la disposition de la SIP, des terrains nécessaires pour les constructions projetées, moyennant exonération des droits de douanes, différents impôts et taxes sur les matériaux de construction importés ou locaux, afin de rendre les logements sociaux accessibles aux fonctionnaires et cadres de l'Etat à revenus moyens. Dans ce cadre, a-t-il révélé, les cadres militaires et policiers ainsi que les enseignants seront servis prioritairement dans l'exécution de ce projet en phase de finalisation de la convention de financement ad hoc. "La signature de la convention de financement attendue en janvier 2017 marquera un tournant décisif dans le processus de mise en œuvre de ce projet, en l'occurrence l'actualisation, en février prochain, des études techniques, ultime étape qui sera suivie du lancement des travaux de construction avec des maisons-pilotes sur des sites préalablement déjà identifiés dans la ville de Bujumbura et dans les centres urbains secondaires de l'intérieur du pays", a annoncé M. Nibizi. Cette convention sera signée par le bailleur de fonds Biz Planners And Advisers Limited et la SIP sous la supervision du gouvernement burundais représenté par le ministre de l'Urbanisme, Emmanuel Niyonkuru, et son homologue des Finances, Domitien Ndiuhokubwayo. Dans un premier temps, 200 maisons-pilotes seront érigées avec une nouvelle technologie en faveur des militaires et des policiers, avant que ce projet ne soit solennellement lancé vers juin 2017 en vue d'une large vulgarisation à très grande échelle, selon le directeur général de la SIP. "Le processus de matérialisation effective du projet est émaillé d'un long parcours. Car, il va falloir importer la technologie, installer certaines usines qui vont pré-fabriquer certaines parties des maisons standards dont l'architecture ad hoc sera constituée de blocs préfabriqués", a-t-il fait remarquer. M. Nibizi a signalé également qu'au cours de la première phase de son démarrage, le projet en question construira près de 17.000 maisons préfabriquées à travers le territoire national durant une période quinquennale, avec un recyclage régulier au fur des années au rythme des besoins en logements sociaux. Le projet, d'après lui, contribuera également à la résolution des problèmes liés à l'insuffisance des infrastructures administratives et réduire les "immenses" coûts de location supportés annuellement par l'Etat du Burundi. Dans ce cadre, il est prévu qu'une partie des fonds alloués au projet participe dans la construction des bâtiments administratifs qui vont abriter tous les services des ministères de la Défense nationale, de la Sécurité publique et de l'Education nationale. Ainsi, à eux seuls, les services des deux ministères-clés (défense nationale et sécurité publique) pourraient se regrouper dans un immeuble à étages de onze niveaux pour plus d'efficacité professionnelle. M. Nibizi a saisi l'occasion pour souligner que dans le cadre de la diversification du partenariat pour relever entièrement le défi sur la question des logements sociaux en milieu urbain, la SIP est en train de réactiver le partenariat y relatif avec un bailleur de fonds d'origine italienne basé au Kenya et portant la dénomination de "Arreda Homes Limited". La convention de financement entre la SIP et ce bailleur de fonds italien en avril 2014 prévoit la construction de 6.592 logements sociaux, dont l'affectation serait priorisée en direction des militaires, des policiers, des policiers et des enseignants. "N'eût été les effets pervers de la crise électorale d'avril 2015, il est fort probablement que ces logements seraient déjà érigés aujourd'hui", a-t-il fait remarquer. Pour lui, le retour progressif de la paix et de la sécurité devrait contribuer efficacement à la réactivation de ce partenariat avec le groupe Arreda Homes Limited. La SIP, a-t-il révélé également, est en pourparlers avec le groupe Shelter Afrique, pour contracter un nouveau crédit pour la construction des logements sociaux dans des blocs collectifs sous forme d'appartements. Sur la question de savoir si les bas salaires des fonctionnaires de l'Etat permettront à ceux-ci d'accéder à ces logements, M. Nibizi a rassuré en affirmant que la technologie utilisée dans la construction de ces maisons préfabriquées, réduit "drastiquement" le coût des constructions et partant rendrait possible l'accessibilité à l'habitat urbain pour la majorité des fonctionnaires burundais. Cette technologie, a-t-il insisté, a déjà fait preuve sous d'autres cieux africains en ce qui concerne la résolution de la problématique de l'accès au logement en milieu urbain.

```
(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});
```